

Yves Martin, un militant des économies d'énergie

Par Benjamin DESSUS*

Evoquer le souvenir d'Yves Martin, c'est évidemment évoquer son militantisme en faveur des économies d'énergie. Au début des années 1970, il fut à l'origine de la création de l'Agence des économies d'énergie et des premières mesures d'incitation aux économies d'énergie, en particulier dans l'industrie.

Sans nous connaître, nos préoccupations se rejoignaient alors. En 1978, nous écrivions, avec quelques amis, le « Projet Alter », un scénario pour la France de 2050 qui explorait les possibilités d'une politique déterminée d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables. Ce qui nous séparait déjà, à l'époque, de la position d'Yves Martin, c'était l'idée de nous dégager du nucléaire à l'horizon 2050.

Au-delà de cette divergence (évidemment majeure), il faut se rendre compte de ce qu'avait d'iconoclaste, à l'époque - vue de l'*establishment* - la notion d'économies d'énergie, ou plus largement celle d'une analyse énergétique *par la demande*. Je me souviens encore de Claude Bienvenu, alors directeur des études et recherches d'EDF, qui avait réagi ainsi aux propos du projet Alter dans lequel nous avions fait des hypothèses de demande du style « en 2000, un appartement de 100 m² par ménage en France chauffé à 20°, avec le confort domestique, etc. » : « *Ils se croient investis du pouvoir de décider ce qui convient à chacun ! Faire le bonheur des gens contre eux, c'est le contraire de la démocratie. C'est le retour à l'Eglise toute-puissante et à l'Inquisition, c'est la renaissance du fascisme ! Et de conclure : Attention, Messieurs d'Alter, à ne pas devenir les Lyssenko de l'énergie !* » C'est donc bien de militantisme qu'il s'agissait, à l'époque, et Yves était à peu près aussi marginalisé dans son corps d'origine que les auteurs d'Alter pouvaient l'être dans la société civile...

C'est au début des années 1990 que j'ai fait sa connaissance. Nous nous retrouvions dans le comité « Eclat » du ministère de l'Environnement, sous la houlette de l'économiste Michel Beaud, pour définir les programmes de recherche-action dans le domaine de l'effet de serre. C'était juste avant le sommet de Rio. Deux ans plus tôt, F. Pharabod et moi avions écrit le scénario Nouvelles Options Energétiques (NOE) - un scénario mondial à l'horizon 2060 qui comportait une innovation non négligeable. Ce scénario se fixait en effet deux normes environnementales :

1) limiter en 2060 les émissions de gaz à effet de serre (GES) aux capacités d'absorption de la biosphère (de l'ordre de 12 gigatonnes équivalent CO₂) et 2) stopper l'accumulation continue des déchets nucléaires en 2100. C'était aussi l'époque où Thierry Gaudin publiait son ouvrage « 2100, Récit du 21^e siècle », dans lequel nous avions rédigé le chapitre consacré à l'énergie.

Nous nous retrouvions donc avec Yves sur le premier de ces deux objectifs au moment où il prenait en charge la Mission interministérielle de l'effet de serre, dans le contexte des premières ébauches de politique internationale qui allaient conduire à Kyoto. Il y défendait déjà avec vigueur (et parfois sans nuance, au grand dam des diplomates) l'instauration d'une taxe carbone, en particulier au niveau européen. Mais son souci de préserver la spécificité du nucléaire français le conduisait à refuser (contrairement à mon avis personnel et à celui de la plupart des ONG) l'élargissement de cette taxe à l'énergie électrique (et donc au nucléaire), ce qui fit capoter le projet au niveau européen. Une anecdote pour illustrer la vigueur de nos débats d'alors avec Yves : j'avais commis un article dans lequel j'indiquais que ma préférence allait à une taxe de faible ampleur assise sur l'ensemble des énergies et affectée à un programme ambitieux de maîtrise de l'énergie (y compris de l'électricité) plutôt qu'à la taxe carbone qu'il défendait (déjà) avec fougue. Je l'ai vu débarquer, un matin vers 7 h 30, dans mon bureau du CNRS au 8^{ème} étage sans ascenseur pour me déclarer sans ambages qu'en défendant cette thèse je n'étais en fait qu'un suppôt du CNPF. Je dois dire que, profitant de mon gabarit, je l'ai chassé de mon bureau...

Le débat, comme vous le voyez, était animé. Mais nous nous y retrouvions tous deux avec plaisir, tant sa droiture et ses convictions inspièrent à la fois le respect et le plaisir de débattre.

Il n'y a qu'un point sur lequel nous n'avons jamais réussi à nous mettre d'accord : la nécessité d'engager des programmes ambitieux d'économies d'électricité dans un pays où une pléthore de nucléaire rendait quasiment civique de garder ouvertes la porte de son réfrigérateur (en été) et ses fenêtres (en hiver)... J'ai eu, à ce propos, la curiosité d'aller consulter le rapport d'évaluation qu'il a présidé en 1998 sur le bilan de la maîtrise de l'énergie. De façon assez significative, rares sont les allusions à l'électricité

dans ce rapport, sauf pour s'élever contre les méfaits de la péréquation tarifaire dans les DOM-TOM. On aurait pu s'attendre à ce que la justification en soit l'impossibilité, avec des tarifs trop bas de l'électricité dans ces régions, de réaliser des économies amplement justifiées par les coûts très élevés de sa production. Mais, pas du tout : la justification en était la promotion, dans ces mêmes régions, des énergies renouvelables pour la production d'électricité.

C'est donc un regard à la fois admiratif et critique que je porte sur l'engagement d'Yves Martin. L'anticonformisme dont il a fait preuve en défendant le « moins » et le « mieux » dans une société de la pléthore, du gâchis et du productivisme aveugle (une position qui apparaît aujourd'hui, si ce n'est dans les faits, tout au moins dans le discours politique et administratif, comme une évidence)

était une posture rude à tenir il y a de cela plus de trente ans. Or, il l'a fait sans faiblir un seul instant. Et il avait raison : nous le voyons bien, aujourd'hui.

Domage qu'il n'ait pas mis le même enthousiasme à promouvoir la maîtrise de l'électricité : nous ne serions peut être pas englués, comme nous le sommes aujourd'hui, dans une consommation d'électricité par habitant de 25 % plus élevée que celle de nos voisins allemands (même hors chauffage électrique), et donc dans une position de dépendance dangereuse vis-à-vis d'un nucléaire de plus en plus fortement contesté.

Note

* Président de Global Chance.